

<http://lipietz.net/Clarifier>

Bulletin Regain : Décidément Verts

Clarifier

- Vie publique - Alain Lipietz et les Verts -



Date de mise en ligne : jeudi 24 août 2006

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Depuis quatre ans, le courant « Reconstruire l'espoir » devenu « Désir De Vert » puis « Regain : décidément Vert » a constitué la « majorité de la majorité » des Verts. Il les a aidés à surmonter leur grave crise morale et politique consécutive aux multiples rebondissements de la présidentielle de 2002.

Depuis quatre ans, le courant « Reconstruire l'espoir » devenu « Désir De Vert » puis « Regain : décidément Vert » a constitué la « majorité de la majorité » des Verts. Il les a aidés à surmonter leur grave crise morale et politique consécutive aux multiples rebondissements de la présidentielle de 2002. Les résultats des élections régionales et européennes de 2004 témoignèrent de la reconstruction de leur prestige et du désir de Vert de la société. Mais, comme toujours, les « fondamentaux » de ce courant rénovateur se sont érodés au fil des mois, jusqu'à en devenir méconnaissables après le débat sur le TCE. (pour un bilan plus complet, voir [Réponse à quelques mails et bilan personnel du courant Reconstruire-DDV-RDV](#)). Ce délitement retentit sur le prestige même des Verts. Des formules pseudo-consensuelles ont remplacé les fiers et généreux principes initiaux.. Il faut aujourd'hui clarifier.

« Reconstruire l'espoir » puis « Désir De Vert » s'est rassemblé avant tout en réaction à l'éviction du candidat à la présidence élu par les militants, par l'appareil des Verts (sous le pression des medias et sans doute des socialistes). Peut-être un malentendu s'était-il instauré dès cet instant : à partir du moment où la majorité des Verts avaient fini par voter pour Noël Mamère, j'ai fait la campagne du candidat des Verts.

Le respect absolu du choix des militants a fonctionné comme principe quasi identitaire lors des deux AG de Nantes, qui virent le courant DDV promu en « pôle de stabilité » des Verts. Ce respect des militants avait même été érigé en « éthique », en principe que l'on doit respecter, même si des considérations tactiques semblent militer contre.

Par-delà ce principe éthique n°1 , DVD incarnait aussi des contenus politiques :

N° 2 : l'autonomie des Verts par rapport aux autres forces progressistes.

N° 3 : la coopération avec les mouvements sociaux dans la définition et l'évaluation des politiques publiques (c'est ce qui avait manqué lors de la Majorité plurielle, et que nous allions appeler d'abord « recherche des convergences solidaires », et plus tard « co-élaboration »).

N° 4 : la lutte contre le néo-libéralisme, parce que le « tout marchand » entravait la défense de la planète et des plus démunis (ce qu'on appelle le développement soutenable).

À partir 2004, les choses commencèrent à mal tourner. Le plus symbolique fut l'exclamation publique du Secrétaire national à la fin de l'été : « Bravo Fabius ! » (à propos du TCE). Cette petite phrase rompait avec tous les principes de DDV : les militants n'avaient pas été consultés, la co-élaboration et les propositions sur le TCE des associations européennes auxquelles étaient associés les Partis verts étaient ignorées, l'opinion du Secrétaire national prenait la forme d'un appui à un représentant de l'aile sociale-libérale de la social-démocratie.

RDV, « élargissement » de DDV pour l'AG de Reims, mais déjà en recul dans le vote des militants, devait aller beaucoup plus loin dans la remise en cause de nos principes de base. L'occasion en fut le débat sur le TCE, puis la question de la présidentielle. Nous avons soutenu à cette AG une motion (très majoritaire) décidant qu'il y aurait un représentant des Verts à la présidentielle et nous avons obtenu que la position sur le TCE soit le fruit d'un

referendum militant, si possible européen, après un débat bien organisé. Le résultat de ce référendum (près de 15% d'écart en faveur du Oui), fut infiniment plus net que ma propre élection (sans compter celle de Dominique Voynet !). Pourtant, plusieurs des dirigeants RDV s'illustrèrent dans le mépris le plus total du vote des militants. Sur le fond, cette répudiation de notre « pilier » n° 1 avait un contenu : l'abandon de la co-élaboration (pilier n°3) et une erreur majeure dans la lutte contre le néo-libéralisme (pilier n°4).

Le TCE était beaucoup moins neo-libéral que Maastricht-Nice, en ce sens qu'il renforçait et démocratisait l'Europe politique et fédérale, face à l'Europe des marchés et au droit de veto de chaque gouvernement. Les dirigeants RDV partisans du Non, comme ceux issus de la gauche productiviste, ne défendaient pas (ou plus) le traité de Maastricht, mais expliquèrent que, par une victoire du Non, on pourrait obtenir rapidement un autre traité bien meilleur que Maastricht-Nice et que le TCE. Ce coup de billard à 3 bandes pouvait être accepté comme un pari risqué mais honorable, et ce discours permettait de maintenir le mythe d'une unité de RDV : « Nous voulons tous la même chose, une Europe débarrassée du carcan libéral de Maastricht-Nice, mais nous divergeons sur les moyens les plus rapides et les plus sûrs d'y arriver ».

Première clarification nécessaire : puisque ce n'était qu'une question tactique mineure (même pas de quoi redéfinir un courant des Verts !), pourquoi s'asseoir sur l'impératif éthique de respect du vote des militants ? RDV est-il désormais le courant de ceux qui ignorent le vote des militants quand il ne leur plait pas « tactiquement » ?

En fait de tactique, après la victoire du Non, les dirigeants victorieux ne prirent strictement aucune initiative pour parvenir au fameux « traité meilleur que le TCE ». Leur Non apparaît bien comme le choix de figer l'Europe dans la constitution la plus ultra-libérale de l'histoire de l'humanité : Maastricht-Nice. On le vit bien lors de la bataille sur la Directive Bolkestein, où notre principal échec, entraînant le Non en bloc des eurodéputés verts, fut l'inclusion des services publics dans cette Directive, alors que le TCE les en excluait formellement et obligeait les Etats à les fournir et à les financer (art III-122).

Le discours unanimiste dans RDV pris alors la forme « Tourignons la page, regardons vers l'avenir ». L'avenir, c'est dorénavant Maastricht-Nice pour au moins une demie génération, sauf si... on s'y attaque !

Seconde clarification indispensable : continuons-nous la lutte pour sortir du carcan de Maastricht Nice ? Ou considérons-nous que ce traité est un fait accompli irrémédiable, comme le parc nucléaire français, dont on demande seulement qu'on le laisse mourir de sa belle mort, dans 20 ans ? Ou encore, considérons-nous que le niveau politique européen n'a pas d'effet sur le développement insoutenable, ni social ni global ? Ce n'est pas du tout l'avis des coordinations européennes des mouvements sociaux, avec qui nous travaillons au niveau européen !

Car, par la même occasion, est tombé le pilier « co-élaboration ». Toutes les organisations syndicales, environnementalistes (Greenpeace, Amis de la Terre, etc), féministes, avec lesquelles nous travaillons régulièrement au niveau européen, avaient en effet pris parti pour le TCE (dont elles avaient contribué à rédiger les meilleurs morceaux dans le cadre de la Convention). Elles ne furent certes pas suivies par toutes leurs composantes françaises.

Mais alors, troisième clarification nécessaire : quelle place donnons-nous à la co-élaboration ? L'association à l'élaboration de notre ligne des organisations de masse de niveau pertinent (local pour les questions locales, européen pour les questions européennes), celles qui, autant et plus que nous, bossent au fil des jours sur les besoins populaires et environnementaux et les obstacles qu'elles rencontrent ? ou le regroupement fortuit de celles qui sont d'accord avec nos choix tactiques du moment ?

En fait, on peut se demander quelle place tient réellement la co-élaboration dans la pensée stratégique de certains

Clarifier

animateurs de RDV (comment pensent-ils que se définit le Bien Commun ?) Et même d'ailleurs dans leur pensée tactique (comment construire un rapport de force pour gagner nos bras de fer avec la gauche productiviste, libérale ou souverainiste ?)

Ultime clarification nécessaire : le dernier pilier de DDV, l'autonomie de l'écologie politique. Elle est aujourd'hui à nouveau mise à mal par certains dirigeants du parti, pas principalement issus de RDV, mais aussi de RDV, qui s'affichent pour une candidature Bové, non comme candidature de l'écologie politique, mais de l'union de la gauche noniste, union dominée par les nationaux-productivistes. Alors même que les Verts ont désigné leur candidate (avec une marge, il est vrai, encore plus faible que celle que les militants m'avaient accordée en 2001) !

Ainsi donc, c'est la totalité des piliers identitaires de DDV/RDV qui se trouve aujourd'hui ignorée par quelques uns de ses représentants (pas toujours les mêmes d'ailleurs), rendant totalement inaudible le discours de ce courant.

Je considère ces 4 piliers toujours valables. Mais qui est dorénavant en charge de les défendre ? C'est le fond de la clarification attendue. Il en va de l'avenir des Verts.